

ÉGALITÉ !

POUR LA RÉUSSITE DE TOUS LES ÉLÈVES

L'évolution de la société appelle une évolution de l'école. Mais le gouvernement fait le choix d'une évolution inégalitaire où tout le monde est perdant. Au contraire, les communistes s'engagent avec tous ceux qui veulent construire une nouvelle étape de démocratisation scolaire, pour conquérir l'égalité face au savoir et au programme, l'égalité pédagogique avec des enseignants en nombre et mieux formés, l'égalité entre établissements dans tout le pays !

Le gouvernement veut un enseignement inégal : le socle minimum pour les uns, le programme complet pour les autres.

Le savoir est un pouvoir. Les savoirs jouent un rôle toujours plus important dans notre société. Dans le travail, nous sommes amenés à manipuler des machines plus complexes, à assumer individuellement plus de décisions, à nous former et à évoluer plus souvent et plus vite. En tant que citoyens, nous devons nous prononcer sur des questions engageant la science, l'éthique... **L'égalité d'accès au savoir est une nécessité**, pour que chacun soit maître de sa vie et puisse prendre part aux décisions qui engagent la collectivité.

Pourquoi faudrait-il choisir entre une école de la sélection, transmettant des savoirs ambitieux à une minorité et laissant les autres sur le bord de la route, et une école du nivellement par le bas, donnant à tous un enseignement au rabais ? Dans les deux cas, le scénario est le même : un minimum culturel pour ceux qui n'ont pas d'autre recours que l'école, et l'accès à la culture réservé à ceux qui peuvent la trouver ailleurs, dans leur famille ou dans des cours privés. **Construisons une école capable de donner à chacun les moyens de sa propre émancipation !**

Tous capables ! L'école doit être le lieu où se construit et se transmet une culture commune : refusons le tri précoce des élèves et défendons une scolarité réellement unique jusqu'au collège. Tous les enfants sont capables d'accéder aux savoirs, si on crée les conditions. Construisons l'école dont les enfants les moins armés ont besoin : tout le monde en profitera !

Le gouvernement veut supprimer la maternelle et le lycée professionnel, diminuer le temps d'enseignement commun, renvoyant le reste à des options.

Le temps d'apprendre. Pour transmettre des savoirs plus complexes à un plus grand nombre d'enfants, il faut du temps. Contrairement à la suppression annoncée de **l'école maternelle**, développons-la, favorisons la scolarisation des enfants dès deux ans, et rendons la scolarité obligatoire de 3 ans à 18 ans. Le débat sur les rythmes scolaires est un prétexte pour donner moins d'école à ceux qui en ont le plus besoin : au contraire, nous voulons plus d'école, mais mieux, avec un temps scolaire diversifié, où alternent différents types d'apprentissage. ■ ■ ■

FORMATION DES MAÎTRES

Le gouvernement casse le cadre national de la formation des enseignants et l'appauvrit.

- » **Des contenus ambitieux.**
Pour que l'école puisse transmettre une culture commune ambitieuse à tous les élèves, il faut des enseignants nombreux et formés, capables de maîtriser aussi bien des contenus disciplinaires de haut niveau que les enjeux pédagogiques. Une formation des maîtres ambitieuse doit lier savoirs disciplinaires et pédagogiques, en lien avec la recherche qui les élabore. Elle doit être pluraliste, faire état des diverses positions existantes. Elle doit associer théorie et pratique pour mieux professionnaliser.
- » **Un accès démocratique.**
La formation des maîtres doit être accessible à tous, grâce à un dispositif de pré-recrutement d'étudiants qui leur donne les moyens de poursuivre leurs études jusqu'au recrutement à bac+5.
- » **Un cadre national.**
Nous voulons la même école pour tous. La formation des maîtres doit être assurée sur tout le territoire, dans un cadre national. Elle doit donner accès à un poste statutaire dans la fonction publique.

Le gouvernement veut supprimer et regrouper des établissements entiers pour économiser des profs.

Pour que l'école soit accessible à tous, il faut des écoles partout !

Le service public doit assurer l'égalité d'accès aux savoirs sur le territoire national, avec un maillage scolaire renforcé, en particulier dans les zones rurales et les quartiers populaires. Pour ne pas laisser s'installer une école à deux vitesses, en fonction de la richesse de la collectivité territoriale ou des habitants du quartier, rétablissons une carte scolaire, affectons plus de moyens dans les zones les plus démunies et revenons à une gestion nationale de l'ensemble des personnels.

Donner des moyens à nos ambitions.

L'école ne peut transmettre à tous une culture commune ambitieuse que si on lui en donne les moyens. La lutte contre l'échec scolaire est une urgence : donnons la priorité à la prévention des difficultés. Plutôt que de les liquider, il faut relancer la recherche en éducation et la diffusion d'outils en débats dans les milieux pédagogiques, dégager du temps pour que les enseignants soient associés à l'innovation. Pour y arriver, il y a besoin de plus d'adultes mieux formés et plus qualifiés pour entourer les enfants. Contrairement aux politiques actuelles de suppression des postes (le gouvernement annonce pour 2011 des embauches divisées par deux en primaire !), un plan pluriannuel de recrutement, sous statut de la fonction publique, doit être mis en place.

DES ÉLUS POUR RENATIONALISER L'ÉDUCATION.

Le gouvernement veut transférer l'embauche de profs directement dans les écoles, selon les financements du privé, des familles, des collectivités locales

» **Un territoire fragmenté.**

Désengagement de l'État, autonomie des établissements
Articulée à la réforme des collectivités locales, cette politique ne peut qu'accroître les inégalités entre les territoires : d'un côté, quelques « pôles de compétitivité » avec des moyens qui choisiront leurs élèves, et de l'autre des zones délaissées où l'intervention de l'État sera minimale. La droite réduit l'école publique au minimum : la transmission du « socle commun » en primaire et au collège et les enseignements du « tronc commun » au lycée. Pour le reste, elle veut laisser les familles et les collectivités locales se débrouiller.

» **Des élus locaux pour rappeler à l'État ses missions.** Les élus communistes, à tous les niveaux, créent les conditions matérielles de l'étude (construction d'établissements) et luttent pour une renationalisation de l'éducation. Ils s'opposent à l'embauche locale d'enseignants contractuels et alertent la population. Pour que les objectifs pédagogiques soient égaux dans tout le pays, il faut des enseignants fonctionnaires d'État. Nos élus régionaux se battent pour que les régions harmonisent leur politique en matière d'éducation. Presque toutes les régions sont à gauche : elles ont les moyens de faire pression sur l'État !

Au mois de mars, auront lieu des élections cantonales : il faut saisir l'occasion de construire l'égalité d'accès aux savoirs sur tout le territoire.

NOUS
EN SAIGNANT
LES ENFANTS
SOUFFRENT

PCF
Parti communiste français

DÈS MAINTENANT, nous appelons à tout mettre en œuvre POUR LA REUSSITE DES MOBILISATIONS :

✓ la grande journée de grève et de manifestation du **7 SEPTEMBRE** CONTRE LA RÉFORME RETRAITES.

✓ **L'EUROMANIFESTATION DU 29 SEPTEMBRE** contre l'austérité, pour l'emploi, la croissance et les services-publics.

ENSEMBLE, PASSONS À L'ACTION !

Je veux être informé des initiatives et des rencontres sur les enjeux éducatifs

Je rejoins le PCF

Nom / Prénom :

Adresse :

E-mail :